

Les élections présidentielles et législatives mexicaines ont eu lieu le 2 juin dernier. En 2018, Andrés Manuel López Obrador l'avait déjà emporté, mais 2024 voit s'accroître la défaite de la droite avec la victoire de Claudia Sheinbaum Pardo. Dans cet article, José Luis Hernández Ayala, délégué du Syndicat Mexicain des Électriciens (SME) et membre de l'exécutif national de la Nouvelle Centrale Syndicale (NCT) analyse les ressorts de cette victoire électorale et les tâches qui attendent les mouvements sociaux.

Au-delà des effets purement électoraux – l'obtention de la présidence de la République, de sept des neuf postes de gouverneur d'État et d'une majorité qualifiée pour adopter des réformes constitutionnelles au sein du pouvoir législatif – les effets de la raclée électorale sur les partis de droite, malgré toute leur impudence, leur guerre sale et le soutien effronté des forces de droite internationales, ont ouvert la voie à des changements plus profonds qui impliquent la liquidation définitive de l'ancien régime de domination du PRI, du néolibéralisme et la recherche d'un pays plus juste, plus libre et plus démocratique.

Pour la présidence de la République, la candidate progressiste, Claudia Sheinbaum Pardo, du parti Morena (Mouvement de Régénération Nationale), en alliance avec les partis écologiste (PVE) et travailliste (PT), a obtenu environ 60 % des voix (36 millions de votes). La candidate de droite, [Xóchitl Gálvez](#), représentant le Parti d'Action nationale (PAN), le Parti Révolutionnaire institutionnel (PRI) et le Parti de la Révolution démocratique (PRD), a obtenu 27,5% (16,5 millions de voix), tandis que le candidat du parti de centre-droit Mouvement citoyen (MC), José Álvarez Máñez, a obtenu 10,3% des voix.

Le résultat du progressisme est notamment supérieur à celui obtenu en 2018 par Andrés Manuel López Obrador (AMLO), lorsqu'il l'avait emporté avec 53% des voix (30 millions de votes), ce qui signifie d'emblée une ratification des politiques de son gouvernement et une confiance dans sa continuité. En revanche, la droite a perdu 6 millions de voix par rapport à 2018.

La participation citoyenne au processus électoral s'est élevée à 60% de la population totale (59 millions 307 mille électeurs), mais dans la ville de Mexico et dans d'autres entités, elle a atteint 70%. En raison de problèmes de sécurité, 99,9 % des urnes ont été installées (170 159 sur un total de 170 192). D'autre part, le nombre de Mexicains et de Mexicaines votant à l'étranger a augmenté de manière exponentielle : il a atteint 76 % de participation, soit 197 203 électeurs (en 2018, seuls 98 420 électeurs avaient exercé leur droit de vote, soit 54 % du total).

Au-delà des chiffres

Si les froides statistiques électorales montrent une défaite politique claire, retentissante et sans appel des partis de la droite traditionnelle – ce qui rend irréalisable toute remise en cause ou judiciarisation du processus électoral – elles ne reflètent jamais fidèlement la participation populaire enthousiaste qui s'est manifestée dans la mobilisation électorale.

La politisation croissante d'un peuple soucieux de se débarrasser d'une vieille classe politique despotique, autoritaire, corrompue, raciste et classiste, le dégoût populaire à l'égard des partis de droite (PRI, PAN et PRD), qu'il identifie comme coupables de plus de

trois décennies de bas salaires, de chômage, de corruption, de privatisation des entreprises publiques, de précarité de l'emploi et de tous les autres maux de l'ère néolibérale, ont été présents le jour du scrutin. Des milliers de vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux avec des témoignages de personnes exprimant leur rejet du candidat de droite et leur sympathie pour le gouvernement actuel et sa candidate, Claudia Sheinbaum.

La campagne belliqueuse et écrasante de haine, de falsifications et de mensonges menée par la quasi-totalité des médias nationaux et même étrangers, des intellectuels et artistes conservateurs, des figures importantes du clergé catholique et l'intervention de personnalités internationales de droite contre le président Andrés Manuel López Obrador (y compris sa famille) et Claudia Sheinbaum Pardo, qu'ils accusent d'être complices des narcotrafiquants et qualifient de « communistes », n'a pas servi à grand-chose. Cette campagne de dénigrement a eu l'effet inverse de celui escompté : elle a galvanisé le peuple et l'a conduit à faire la sourde oreille à tout ce que disaient la droite et ses communicants.

L'écrasante défaite électorale de la droite les a plongés dans un état de choc, d'incrédulité, de pleurs, de prise de conscience soudaine qu'ils vivaient en dehors de la réalité, de rage contre ceux qui, dans leurs propres rangs, ont reconnu le triomphe de Claudia Sheinbaum, et de récriminations réciproques pour cette défaite inattendue. Habités à l'efficacité du pouvoir manipulateur de leurs médias, l'éventualité d'une défaite, et encore moins d'une telle ampleur, ne leur est pas venue à l'esprit. Il est très illustratif, et même réjouissant après tant d'aggravations subies, de regarder les vidéos des différents commentateurs de droite, pour observer comment leur état d'esprit se traduit dans le langage corporel.

« C'est l'économie, idiot »

Il n'est pas inutile de reprendre cette expression pour expliquer objectivement l'une des principales raisons du triomphe de Claudia Sheinbaum. Il ne s'agit pas de négliger l'efficacité médiatique des conférences de presse quotidiennes de López Obrador (les fameuses *mañaneras* « les matinées »), où il utilisait chaque question pour mener une bataille culturelle contre la droite, s'appuyait sur l'histoire du Mexique pour expliquer le rôle contre-révolutionnaire et vendu du conservatisme, dénonçait le caractère factieux et putschiste de ses adversaires, défendait les politiques de son gouvernement et appelait même à la mobilisation de masse lorsque la situation l'exigeait. Ses conférences ont eu une grande audience au Mexique et résonnaient même dans toute l'Amérique latine.

Mais tout cela n'aurait servi à rien si cela n'avait pas été accompagné d'une amélioration palpable du niveau de vie de la classe travailleuse et de l'économie en général. C'est là le cœur de l'explication.

Dès le début de son mandat, AMLO a mené une lutte acharnée contre la corruption. Il a commencé par éliminer le vol de carburant dans les oléoducs de PEMEX (*Petróleos Mexicanos*), ce qui a permis d'économiser 1 300 milliards de pesos (67 milliards d'euros) sur l'ensemble des six années de son mandat. Des arriérés d'impôts ont été collectés auprès des grandes entreprises et celles-ci ont été contraintes de s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les délais impartis (car, en recourant à des manœuvres comptables, elles ne payaient pratiquement pas d'impôts). Entre 2018 et 2022, la collecte

d'impôts auprès des entrepreneurs a augmenté de 40,23 %, atteignant 1 136 milliards de pesos (58 milliards d'euros). Malgré cela, au cours de cette période de six ans, les hommes d'affaires ont vu leurs bénéfices augmenter comme jamais auparavant, ce qui justifie l'urgence d'une réforme fiscale progressive.

Un autre succès important des politiques d'Obrador a été le sauvetage de [PEMEX](#) et de la compagnie publique d'électricité du Mexique, connue sous le nom de CFE ([Commission Fédérale de l'Électricité](#)), qui étaient au bord de la faillite et avaient été transférées au secteur privé, et la récupération de la souveraineté énergétique sur le point de tomber sous le contrôle d'entreprises transnationales telles qu'Iberdrola et Repsol. Cela a permis d'éviter que les prix de l'énergie ne deviennent la proie de la spéculation et n'augmentent de manière exorbitante pendant la pandémie, comme cela s'est produit dans d'autres parties du monde, avec de graves répercussions pour les consommateurs et l'économie en général. Tout au long du mandat de six ans, le coût des carburants est resté stable (il a à peine augmenté en fonction de l'inflation annuelle), garantissant l'approvisionnement de l'ensemble de la population et agissant comme un frein à l'inflation.

Enfin, bien que d'autres mesures progressistes aient été bénéfiques pour la stabilité économique, il est nécessaire de souligner l'importance des programmes sociaux. Il s'agit d'un domaine mal compris par l'ultra-gauche mexicaine, qui les qualifie avec mépris de « clientélistes », alors qu'ils ont une grande importance civilisatrice et qu'ils constituent un facteur important de renforcement du marché intérieur.

Je me réfère principalement à la pension universelle pour les personnes âgées de plus de 65 ans (il existe d'autres programmes de bourses pour les étudiants ou les handicapés), qui s'élève aujourd'hui à 3 000 pesos par mois (160 euros). Cette pension universelle permet d'assurer la sécurité alimentaire d'au moins 12 millions de personnes et représente une dépense de 30 milliards d'euros cette année. Bien que ce soit plus qu'une « dépense », nous, socialistes, devons défendre ce programme en tant que droit humain à une vieillesse digne et, pour cette raison, il doit être augmenté chaque année afin d'atteindre pleinement son objectif. Cette pension représente également un soulagement pour de nombreuses familles qui, par le passé, assuraient de manière solidaire le soutien de leurs aînés. En outre, la majeure partie de cet argent est consacrée aux dépenses personnelles des bénéficiaires, ce qui renforce le marché intérieur.

Le salaire minimum a augmenté de près de 300 %. Si c'est peu pour l'un des salaires les plus bas au monde, il a servi de référence pour faire progresser les salaires contractuels et réduire l'extrême pauvreté qui, entre 2018 et 2022, est passée de 14 % à 12,1 % de la population.

L'ensemble de cette politique explique la stabilité macroéconomique : en 2023, le PIB a augmenté de 3,2 %, l'inflation est tombée à 3,8% par an, le taux de chômage a atteint 2,4% au premier trimestre de cette année et, phénomène sans précédent dans l'histoire, le peso mexicain s'est apprécié de 13 % par rapport au dollar.

La récupération du contrôle de l'État sur l'énergie, la création d'emplois dans des projets emblématiques - tels que les [trains isthmiques et mayas](#) -, la construction de 100 nouveaux hôpitaux et du nouvel aéroport de Mexico, les progrès de la vie démocratique et la légère amélioration du niveau de vie l'emportent sur les grands problèmes non résolus (y compris la sécurité) et sont les facteurs qui expliquent le tremblement de terre électoral en faveur de la candidature de Claudia Sheinbaum.

Malgré tout, nous ne pouvons manquer de souligner que le progressisme *obradoriste* souffre de graves limitations, contradictions et incohérences dans divers aspects politiques et sociaux, en particulier dans ses relations avec la classe travailleuse. Mentionnons l'absence de solution aux [grèves minières de Cananea, Sombrerete et Taxco](#) (qui durent depuis 18 ans) ; la réintégration des travailleurs du Syndicat Mexicain des Travailleurs de l'Électricité (en résistance depuis 15 ans), où même leur autonomie syndicale a été violée en encourageant une opposition de droite à tenter d'imposer une direction docile ; l'annulation totale de la réforme néolibérale de l'éducation pour les travailleurs de l'éducation ; l'abrogation du système de retraite privé et le retour au système de solidarité ; le traitement condescendant du syndicalisme *charrisste* et le mépris pour le syndicalisme démocratique et le maintien des plafonds salariaux pour les travailleurs dans le cadre des conventions collectives. Nous développerons ce sujet dans un autre article.

Un nouveau type de régime politique

La défaite de la droite néolibérale est plus qu'un phénomène purement électoral. Elle déstabilise les partis de droite et les oblige à se réinventer pour continuer à exister en tant qu'alternative politique. L'ancien régime de domination du PRI, ainsi que ses partis politiques, est mortellement blessé et quelque chose de nouveau est en train de naître. Ce n'est pas un modèle achevé, ni celui que nous souhaiterions en tant que socialistes, mais, pour l'instant, il contient des éléments intéressants.

Au cours des 30 dernières années, les différents gouvernements ont été de simples instruments exécutant les diktats d'une oligarchie toute puissante. Il y a maintenant une relative autonomie du gouvernement fédéral mexicain par rapport aux différentes élites du pouvoir au profit du système capitaliste dans son ensemble. Son caractère de classe reste bourgeois, mais avec la capacité de mettre en œuvre des politiques qui vont à l'encontre de l'orthodoxie néolibérale.

Le nouveau parti au pouvoir ne s'appuie pas sur le contrôle corporatif des organisations sociales (même si Obrador est plutôt hostile à tout processus d'auto-organisation des masses). Sa relation avec le mouvement social se réduit à considérer les mouvements comme de simples électeurs, sur une base individualisée. Par conséquent, [Morena](#) n'est pas un parti politique à proprement parler : c'est un simple appareil de participation électorale. Il n'a pas de structure territoriale pour l'organisation et la discussion de ses centaines de milliers de membres, il est contrôlé verticalement par une caste bureaucratique qui définit la nomination de ses dirigeants et leurs candidatures, et il est aujourd'hui le refuge de milliers de transfuges (*chapulines*) des partis de droite.

Mais cela ne signifie pas que Morena n'est pas porteur d'espoir. Il existe un conflit persistant, en trêve pour le processus électoral, entre des secteurs de la gauche - qui ont encore le poids et l'espoir de faire de Morena un parti démocratique, engagé dans les luttes sociales et dirigé par ceux qui représentent l'idéologie libertaire originelle - et une bureaucratie de droite qui cherche à maintenir le contrôle du parti et à le soumettre aux desseins des gouvernements en place. Une réédition, mise à jour, d'un parti d'État. Nous verrons comment ce conflit est résolu.

Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, où l'émergence de gouvernements

progressistes a été le résultat de l'impulsion des mouvements sociaux, au Mexique, les mouvements sociaux sont très affaiblis. Ils ont subi plusieurs défaites et revers qui les ont divisés et les ont rendus incapables de peser de tout leur poids sur le processus de changement en cours. Malgré plusieurs tentatives, nous n'avons pas réussi à ce jour à construire un pôle social alternatif. Cependant, nous avons fait de modestes progrès avec le rétablissement de divers syndicats dans l'industrie automobile et la [maquila](#), et des dizaines de grèves pour de meilleurs salaires et conditions de travail ont éclaté. C'est tout, ou presque.

Cependant, il est important de souligner qu'il n'y a pas de muraille de Chine entre l'irruption des masses dans l'arène électorale pour chasser les partis patronaux du pouvoir et le fait de profiter du nouveau scénario politique pour construire d'authentiques syndicats, promouvoir la lutte pour la défense de l'eau, du territoire et de l'environnement, pour atteindre la souveraineté alimentaire et réactiver les campagnes en tant que productrices d'aliments biologiques et exempts de produits agro-toxiques. En fin de compte, il s'agit de deux versions du même sujet, qui se présente comme citoyen ou comme classe sociale. La tâche des socialistes mexicains est de construire un pont entre les deux.

*

Publié initialement [par Jacobin América Latina](#). Traduit par Christian Dubucq pour *Contretemps*.